

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 20 octobre 1995, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 4 juillet 1994 relatif au statut pécuniaire des militaires de tous rangs et au régime des prestations de service des militaires du cadre actif au-dessous du rang d'officier", a donné le 20 mars 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 20 oktober 1995 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 juli 1994 betreffende de bezoldigingsregeling van de militairen van alle rangen en betreffende het stelsel van de dienstprestaties van de militairen van het aktief kader beneden de rang van officier", heeft op 20 maart 1996 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET.Intitulé.

Tel qu'il est rédigé, l'intitulé ne reflète pas adéquatement le contenu réel de l'arrêté en projet. Sa rédaction doit être revue de manière à faire explicitement apparaître que le texte en projet a pour objet de modifier, non seulement l'arrêté royal du 4 juillet 1994 relatif au statut pécuniaire des militaires de tous rangs et au régime des prestations de service des militaires du cadre actif au-dessous du rang d'officier, mais aussi l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume ainsi que l'arrêté royal du 1er mars 1977 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service aux forces belges en République fédérale d'Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces.

Le texte suivant est proposé :

"Arrêté royal du ... portant diverses dispositions modificatives en matière de statut pécuniaire des militaires"(1).

(1) Cette formule présente, comparativement à celle qui comprendrait l'énumération exhaustive des différents arrêtés royaux sujets à modification, l'avantage de la concision et doit, dès lors, lui être préférée.

Préambule.

Alinéa 1er.

Il y a lieu, conformément à l'usage, d'identifier explicitement les dispositions qui constituent le fondement légal de l'arrêté en projet.

Les mots "notamment les articles 10, alinéa 2, et 12;" seront, en conséquence, ajoutés à la fin de l'alinéa.

Alinéa 2.

L'usage commande que soient expressément désignées les dispositions que l'arrêté en projet tend à modifier.

L'alinéa sera, à cet effet, complété par les mots "notamment l'article 8, alinéa 1er, le titre III comprenant les articles 19 et 20, les articles 23, 1^o, 24, 2^o, 29 et 44, 1^o, et les tableaux 7, 8 et 9 de l'annexe A;".

Alinéas 3 et 4 (nouveaux).

Compte tenu des observations formulées à propos de l'article 20quater en projet sous l'article 2 du projet, on complétera le préambule par un alinéa 3 et un alinéa 4 nouveaux rédigés comme suit :

.../...

"Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume, notamment l'article 8 modifié par l'arrêté royal du 14 février 1978;

Vu l'arrêté royal du 1er mars 1977 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service aux forces belges en République fédérale d'Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces, modifié par les arrêtés royaux des 18 septembre 1984, 30 septembre 1987, 17 juillet 1989, 7 mai 1991 et 7 décembre 1992;"

Alinéas 5 et 6 (devenant 8 et 7).

L'ordre de ces alinéas sera, conformément à l'usage, interverti.

Dispositif.

Article 1er du projet.

La phrase liminaire de l'article doit, conformément à l'usage, être rédigée comme suit :

"Article 1er. L'article 8, alinéa 1er de l'arrêté royal ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 8, alinéa 1er, 1º, en projet.

La référence à l'article 15, 1º et 2º, de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères doit, de l'accord de l'officier délégué, être remplacée par la référence à l'article 14 de ce même arrêté.

Les mots "à partir de l'âge fixé par catégorie" sont, comme en a convenu le même officier délégué, superflus et doivent, en conséquence, être omis.

Le texte de la disposition en projet sera, compte tenu des observations qui précèdent, remplacé par la disposition suivante :

"1º les services effectifs que le militaire a accomplis dans les services, établissements, offices et centres visés à l'article 14 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères;"

Article 2 du projet.

Titre III en projet.

Chapitre premier en projet.

L'intitulé de ce chapitre serait plus correctement rédigé comme suit : "De l'allocation accordée au militaire en service intensif".

.../...

Article 19 en projet.

L'article en projet tend à pourvoir à l'exécution de l'article 10, alinéa 1er, de la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires. De cette disposition légale, il ressort explicitement que le montant de l'allocation à laquelle le militaire en sous-position "service intensif" peut prétendre revêt un caractère journalier.

En l'absence de toute autre précision émanant du législateur lui-même ou de toute condition supplémentaire imposée par lui, il n'y a pas lieu de distinguer selon que les prestations accomplies par le militaire en sous-position "service intensif" recouvrent ou non une période de vingt-quatre heures. En disposant que le montant de l'allocation due au militaire en sous-position "service intensif" est fixé à 5/1850 du traitement annuel brut par période de vingt-quatre heures et en subordonnant, de la sorte, l'octroi de l'allocation considérée à l'écoulement de cette période de temps déterminée, le Roi ajoute à la loi, excédant par là-même les limites des pouvoirs qui Lui sont reconnus par l'article 108 de la Constitution.

Les mots "par période de vingt-quatre heures" et les mots "le montant" figurant à l'alinéa 1er de la disposition en projet doivent, en conséquence, pour tenir compte de l'article 10, alinéa 1er, de la loi du 20 mai 1994 précitée, les premiers être omis et les seconds être remplacés par les mots "le montant journalier".

.../...

Dans la mesure où ils ont pour objet d'établir les modalités particulières de calcul de la période de vingt-quatre heures considérée, les alinéas 2, 3 et 4 de la disposition en projet se trouvent, compte tenu de la remarque qui précède, dépourvus de toute utilité et doivent, en conséquence, être omis.

Chapitre II en projet.

L'intitulé de ce chapitre serait plus correctement rédigé comme suit : "De l'allocation et de l'indemnité accordées au militaire en assistance et en engagement opérationnel".

Article 20bis en projet.

1. L'alinéa 1er en projet instaure, en exécution de l'article 10, alinéa 2, de la loi du 20 mai 1994 précitée, l'octroi d'une indemnité journalière forfaitaire au profit des militaires en sous-positions "assistance hors du territoire national" et "engagement opérationnel".

Il n'est pas au pouvoir du Roi de reconnaître à l'indemnité considérée le caractère d'une indemnité non-imposable. En vertu des articles 170 et 172 de la Constitution, il appartient, en effet, au seul législateur de déterminer le régime fiscal s'y rapportant.

.../...

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Les mots "non-imposable" doivent, en conséquence, être omis.

La subdivision de l'alinéa sera, en outre, conformément à l'usage, remplacée par une subdivision en un 1^o et un 2^o, a), b), c), d) et e).

2. Il y a lieu de rédiger l'alinéa 3 en projet de la manière suivante :

"L'octroi de l'indemnité visée à l'alinéa 1er suspend le droit à l'indemnité pour menues dépenses établi par ... (la suite comme au projet)".

Article 20ter en projet.

La précision que cet article est destiné à apporter pour l'application des articles 20 et 20bis nouveaux en projet est, comme en a convenu l'officier délégué, superflue.

La disposition en projet doit, en conséquence, être omise.

.../...

Article 20quater en projet.

Les deux alinéas de la disposition en projet revêtent, nonobstant les termes utilisés et le caractère apparent de dispositions autonomes qui leur est conféré, la nature de véritables dispositions modificatives : le premier des deux alinéas tend, en effet, à l'analyse, à modifier l'article 8 de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume; le second tend, lui, à modifier l'article 5 de l'arrêté royal du 1er mars 1977 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service aux forces belges en République fédérale d'Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces.

La rédaction des deux alinéas doit être revue de manière à faire clairement et explicitement apparaître qu'ils constituent, en réalité, l'un et l'autre, des dispositions modificatives des deux arrêtés royaux précités.

L'article 20quater en projet sera, à cet effet, omis et l'arrêté en projet complété par deux articles nouveaux qui trouveront respectivement place sous deux chapitres distincts rédigés, de l'accord de l'officier délégué, de la manière suivante :

.../...

"Chapitre II.- Modification à l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume.

Art. 9 (nouveau). Dans l'article 8 de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume, modifié par l'arrêté royal du 14 février 1978, est inséré un paragraphe 2bis rédigé comme suit :

"§ 2bis. Par dérogation à l'article 6, l'indemnité de service permanent cesse d'être due au militaire appelé à participer à une activité en raison de laquelle il se trouve en sous-position "assistance" ou "engagement opérationnel" au sens de l'article 10, alinéas 3 et 4, de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver.

Elle est toutefois maintenue à concurrence de la moitié, pour autant que le militaire concerné ne bénéficie pas au siège de l'organisme du logement gratuit".

.../...

Chapitre III.- Modification à l'arrêté royal du 1er mars 1977 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service aux forces belges en République fédérale d'Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces.

Art. 10 (nouveau). Dans l'arrêté royal du 1er mars 1977 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service aux forces belges en République fédérale d'Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces, modifié par les arrêtés royaux des 18 septembre 1984, 30 septembre 1987, 17 juillet 1989, 7 mai 1991 et 7 décembre 1992 est inséré un article 5bis rédigé comme suit :

"Art. 5bis. L'indemnité d'éloignement cesse d'être due au militaire appelé à participer à une activité en raison de laquelle il se trouve en sous-position "assistance" ou "engagement opérationnel" au sens de l'article 10, alinéas 3 et 4, de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver.

Elle est toutefois maintenue dans sa totalité pour le militaire dont la famille est installée en République fédérale d'Allemagne".

Le dispositif de l'arrêté en projet sera, compte tenu des observations et des propositions de texte qui précèdent, complété par un chapitre premier auquel l'inti-

.../...

tulé suivant sera donné : "Modifications à l'arrêté royal du 4 juillet 1994 relatif au statut pécuniaire des militaires de tous rangs et au régime des prestations de service des militaires du cadre actif au-dessous du rang d'officier".

Ce chapitre groupera les articles 1er, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté en projet.

Chapitre III en projet.

Article 20quinquies en projet.

Cet article est appelé, compte tenu des observations qui précèdent, à devenir l'article 20ter en projet.

Article 20sexies en projet (devenant l'article 20quater en projet).

La disposition en projet serait, de l'accord de l'officier délégué, mieux rédigée comme suit :

"Art. 20quater. Les personnes étrangères à l'armée dont la présence est requise auprès des militaires accomplissant des prestations en sous-position "service intensif", "assistance" et "engagement opérationnel" peuvent prétendre, aux mêmes conditions, au bénéfice des allocations et indemnités visées aux articles 19, 20 et 20bis".

.../...

Article 3 du projet.

Article 23, 1^o, en projet.

Les mots "qui nécessite la présence ininterrompue" et "pendant vingt-quatre heures au moins" sont superflus eu égard à la définition que l'article 2, 2^o, de l'arrêté du 4 juillet 1994 relatif au statut pécuniaire des militaires de tous rangs et au régime des prestations de service des militaires du cadre actif au-dessous du rang d'officier donne du concept de "prestations supplémentaires".

La disposition en projet pourrait, dès lors, de l'accord de l'officier délégué, être plus simplement rédigée comme suit :

"1^o le service de semaine ou de jour assuré par un militaire au quartier;".

Article 4 du projet.

Article 24, 2^o, en projet.

La disposition en projet pourrait, de l'accord du même officier délégué, être plus simplement rédigée comme suit :

"2^o le service de semaine ou de jour assuré par un militaire à son domicile ou dans sa chambre dans le quartier s'il est domicilié dans le quartier;".

.../...

Article 5 du projet.

Le mot "royal" est superflu et doit, en conséquence, être omis.

Article 6 du projet.

La phrase liminaire de la disposition en projet doit être rédigée comme suit :

"Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un article 38bis rédigé comme suit :".

Article 38bis en projet.

Au 1^o, mieux vaudrait, conformément à l'usage, remplacer les mots "dont il est question" et "à l'article 31 § 1er et § 3" respectivement par les mots "visés" et "à l'article 31, §§ 1er et 3".

La même remarque vaut pour le 2^o de la disposition en projet.

Article 8 du projet.

Les mots "au même arrêté royal" doivent être remplacés par les mots "du même arrêté".

.../...

En outre, le texte néerlandais du 3^o, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9 du projet (devenant l'article 11).

Une rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, c'est à dire lorsqu'elle est requise pour régulariser une situation de fait ou de droit et qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Des explications fournies par l'officier délégué, il ressort que ces conditions ne sont pas réunies en ce qui concerne les articles 4 et 6 du projet. Ces articles ne peuvent, dès lors, se voir conférer une portée rétroactive.

L'attention de l'auteur du projet est, par ailleurs, attirée sur le fait que les articles 5 et 7 du projet ne peuvent, compte tenu de la nature de dispositions abrogatoires qu'ils revêtent, sortir leurs effets que pour l'avenir.

La rédaction des dispositions en projet sera revue en conséquence.

En outre, le texte néerlandais de cet article devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Observation finale.

L'article 9 du projet (devenant l'article 11) et l'article 10 du projet (devenant l'article 12) seront, compte tenu des observations et propositions de texte formulées à propos de l'article 20quater en projet sous l'article 2 du projet, groupés sous un chapitre IV nouveau auquel l'intitulé suivant sera donné : "Dispositions finales".

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Opschrift.

Zoals het opschrift is gesteld, geeft het de echte inhoud van het ontworpen besluit niet passend weer. De redactie van het opschrift moet zo worden herzien dat uitdrukkelijk blijkt dat de ontworpen tekst er niet alleen toe strekt het koninklijk besluit van 4 juli 1994 betreffende de bezoldigingsregeling van de militairen van alle rangen en betreffende het stelsel van de dienstprestaties van de militairen van het actief kader beneden de rang van officier te wijzigen, maar ook het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienstreizen volbrengen in het buitenland en het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit van ... houdende diverse wijzigingsbepalingen inzake de bezoldigingsregeling van de militairen" (1).

(1) Vergeleken met een exhaustieve opsomming van de onderscheiden te wijzigen koninklijke besluiten biedt deze formule het voordeel dat ze beknopt is, zodat ze boven zo'n opsomming te verkiezen is.

Aanhef.Eerste lid.

Overeenkomstig het gebruik dienen de bepalingen die de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen, uitdrukkelijk te worden aangegeven.

Bijgevolg dient het lid, in fine, te worden aangevuld met de woorden "inzonderheid op de artikelen 10, tweede lid, en 12;".

Tweede lid.

Volgens de gevestigde gewoonte dienen de bepalingen tot wijziging waarvan het ontworpen besluit strekt, uitdrukkelijk te worden aangegeven.

Het lid behoort daartoe te worden aangevuld met de woorden "inzonderheid op artikel 8, eerste lid, titel III, die de artikelen 19 en 20 omvat, de artikelen 23, 1º, 24, 2º, 29 en 44, 1º, en de tabellen 7, 8 en 9 van bijlage A;".

Derde en vierde lid (nieuw).

Gelet op de opmerkingen die onder artikel 2 van het ontwerp over het ontworpen artikel 20quater worden gemaakt, dient de aanhef te worden aangevuld met een nieuw derde en vierde lid, luidende :

.../...

"Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienstreizen volbrengen in het buitenland, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 februari 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 september 1984, 30 september 1987, 17 juli 1989, 7 mei 1991 en 7 december 1992;"

Vijfde en zesde lid (die respectievelijk het achtste en het zevende lid worden).

Overeenkomstig het gebruik dient de volgorde van deze leden te worden omgekeerd.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1 van het ontwerp.

De inleidende zin van het artikel dient overeenkomstig het gebruik als volgt te worden gesteld :

"Artikel 1. Artikel 8, eerste lid, van het koninklijk besluit ... (voorts als in het ontwerp)".

.../...

Het ontworpen artikel 8, eerste lid, 1º.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de verwijzing naar artikel 15, 1º en 2º, van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries dient te worden vervangen door de verwijzing naar artikel 14 van datzelfde besluit.

Dezelfde gemachtigde officier is het ermee eens dat de woorden "vanaf de per categorie bepaalde leeftijd" overbodig zijn en bijgevolg dienen te vervallen.

Gelet op de voorgaande opmerkingen, behoort de tekst van de ontworpen bepaling te worden vervangen als volgt :

"1º de werkelijke diensten die de militair heeft verricht in de diensten, inrichtingen, instellingen en centra bedoeld in artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries;"

Artikel 2 van het ontwerp.De ontworpen titel III.Het ontworpen hoofdstuk I.

Het opschrift van dit hoofdstuk zou beter als volgt worden gesteld : "Toelage toegekend aan de militair in intensieve dienst".

.../...

Het ontworpen artikel 19.

Het ontworpen artikel strekt tot uitvoering van artikel 10, eerste lid, van de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen. Uit deze wetsbepaling blijkt uitdrukkelijk dat het bedrag van de toelage waarop de militair in de deelstand "intensieve dienst" aanspraak kan maken, per dag wordt berekend.

Bij ontstentenis van elke nadere precisering vanwege de wetgever zelf of van enige aanvullende door hem opgelegde voorwaarde, is er geen grond om een onderscheid te maken naargelang de prestaties die de militair in de deelstand "intensieve dienst" verricht al dan niet een etmaal beslaan. Doordat de Koning bepaalt dat het bedrag van de toelage die verschuldigd is aan de militair in de deelstand "intensieve dienst" per etmaal vastgesteld wordt op 5/1850 van de brutojaarwedde en Hij aldus de toekenning van de toelage in kwestie afhankelijk maakt van het verstrijken van die welbepaalde duur, geeft Hij een ruimere strekking aan de wet, waardoor hij de grenzen te buiten gaat van de bevoegdheid die Hem door artikel 108 van de Grondwet is toegekend.

Teneinde rekening te houden met wat artikel 10, eerste lid, van de voormelde wet van 20 mei 1994 voorschrijft, dienen in het eerste lid van de ontworpen bepaling de woorden "bedrag per etmaal" te worden vervangen door de woorden "bedrag per dag".

.../...

Aangezien het tweede, derde en vierde lid van de ontworpen bepaling ertoe strekken de specifieke nadere regels vast te stellen voor de berekening van het omstreden begrip etmaal, hebben zij, gelet op de voorgaande opmerking, geen enkel nut en dienen zij bijgevolg te vervallen.

Het ontworpen hoofdstuk II.

Het opschrift van dit hoofdstuk zou beter als volgt worden gesteld : "Toelage en vergoeding toegekend aan de militair in hulpverlening en in operationele inzet".

Het ontworpen artikel 20bis.

1. Het ontworpen eerste lid stelt, ter uitvoering van artikel 10, tweede lid, van de voormelde wet van 20 mei 1994, een forfaitaire dagvergoeding in ten voordele van de militairen in de deelstanden "hulpverlening buiten het nationaal grondgebied" en "operationele inzet".

De Koning is niet bevoegd om de vergoeding in kwestie niet-belastbaar te verklaren. Krachtens de artikelen 170 en 172 van de Grondwet staat het immers alleen aan de wetgever om het daarop betrekking hebbende belastingstelsel te bepalen.

Voorts schrijve men : "het nationale grondgebied". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

.../...

De woorden "niet-belastbare" dienen bijgevolg te vervallen.

De onderverdeling van het lid behoort overigens, overeenkomstig het gebruik, te worden vervangen door een onderverdeling in een 1^o en een 2^o, a), b), c), d) en e).

2. Het ontworpen derde lid dient als volgt te worden gesteld :

"De toekenning van de vergoeding bepaald in het eerste lid heft het recht op de vergoeding voor kleine uitgaven op, gevestigd in ... uitgevaardigd ter uitvoering (voorts als in het ontwerp)".

Het ontworpen artikel 20ter.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de verduidelijking die dit artikel voor de toepassing van de nieuwe artikelen 20 en 20bis moet brengen, overbodig is.

De ontworpen bepaling dient bijgevolg te vervallen.

Het ontworpen artikel 20quater.

De beide leden van deze ontworpen bepaling zijn, ondanks de daarin gebruikte bewoordingen en het feit dat ze kennelijk als autonome bepalingen overkomen, echte

.../...

wijzigingsbepalingen : het eerste van beide leden strekt bij nader inzien immers tot wijziging van artikel 8 van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienstreizen volbrengen in het buitenland; het tweede, zijnerzijds, strekt tot wijziging van artikel 5 van het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn.

De redactie van beide leden dient zo te worden herzien dat duidelijk en uitdrukkelijk blijkt dat ze in feite beide bepalingen tot wijziging van de beide voormelde koninklijke besluiten zijn.

Het ontworpen artikel 20quater dient daartoe te vervallen en het ontworpen besluit behoort te worden aangevuld met twee nieuwe artikelen, die respectievelijk moeten worden ondergebracht in twee aparte hoofdstukken die, ook volgens de gemachtigde officier, als volgt dienen te worden gesteld :

"Hoofdstuk II.- Wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienstreizen volbrengen in het buitenland.

Art. 9 (nieuw). In artikel 8 van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel

.../...

toepasselijk op de militairen die dienstreizen volbrengen in het buitenland, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 februari 1978, wordt een paragraaf 2bis ingevoegd, luidende :

"§ 2bis. In afwijking van artikel 6, is de vergoeding voor vaste dienst niet meer verschuldigd aan de militair die opgeroepen wordt om deel te nemen aan een activiteit waarvoor hij zich in deelstand "hulpverlening" of "operationele inzet" bevindt, in de zin van artikel 10, derde en vierde lid, van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden.

Zij blijft nochtans behouden ten belope van de helft, voor zover de desbetreffende militair op de zetel van de instelling geen kosteloze huisvesting geniet".

Hoofdstuk III. - Wijziging van het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn.

Art. 10 (nieuw). In het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek

.../...

Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 september 1984, 30 september 1987, 17 juli 1989, 7 mei 1991 en 7 december 1992, wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidende :

"Art. 5bis. De verwijderingsvergoeding is niet meer verschuldigd aan de militair die wordt opgeroepen om deel te nemen aan een activiteit waarvoor hij zich in deelstand "hulpverlening" of "operationele inzet" bevindt, in de zin van artikel 10, derde en vierde lid, van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden.

Zij blijft nochtans in haar geheel behouden voor de militair wiens gezin in de Bondsrepubliek Duitsland gevestigd is.""

Het dispositief van het ontworpen besluit wordt, rekening houdend met de voorafgaande opmerkingen en tekstvoorstellen, aangevuld met een hoofdstuk I met het volgende opschrift : "Wijzigingen van het koninklijk besluit van 4 juli 1994 betreffende de bezoldigingsregeling van de militairen van alle rangen en betreffende het stelsel van de dienstprestaties van de militairen van het aktief kader beneden de rang van officier."

In dit hoofdstuk zullen de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, en 8 van het ontworpen besluit opgenomen worden.

.../...

Het ontworpen hoofdstuk III.

Het ontworpen artikel 20quinquies.

Dit artikel wordt, rekening houdend met de voorafgaande opmerkingen, het ontworpen artikel 20ter.

Het ontworpen artikel 20sexies (dat het ontworpen artikel 20quater wordt).

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de ontworpen bepaling beter als volgt gesteld wordt :

"Art. 20quater. De personen die niet behoren tot het leger en wier aanwezigheid bij de militairen noodzakelijk is tijdens het verrichten van prestaties in de deelstand "intensieve dienst", "hulpverlening" en "operationele inzet", kunnen onder dezelfde voorwaarden aanspraak maken op de toelagen en vergoedingen bepaald in de artikelen 19, 20 en 20bis".

Artikel 3 van het ontwerp.

Het ontworpen artikel 23, 1°.

De woorden "die een ononderbroken aanwezigheid (...) vereist" en "gedurende minstens vierentwintig uur" zijn overbodig, gelet op de definitie die artikel 2, 2°, van het besluit van 4 juli 1994 betreffende de bezoldigingsregeling van de militairen van alle rangen en betreffende

.../...

het stelsel van de dienstprestaties van de militairen van het aktief kader beneden de rang van officier, geeft van het begrip "bijkomende prestaties".

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de ontworpen bepaling derhalve eenvoudiger gesteld zou kunnen worden als volgt :

"1° week- of dagdienst onderhouden door een militair in het kwartier;".

Artikel 4 van het ontwerp.

Het ontworpen artikel 24, 2°.

Dezelfde gemachtigde officier is het ermee eens dat de ontworpen bepaling eenvoudiger gesteld zou kunnen worden als volgt :

"2° week- of dagdienst onderhouden door een militair thuis of in zijn kamer in het kwartier als hij in het kwartier gehuisvest is;".

Artikel 5 van het ontwerp.

In de Franse tekst is het woord "royal" overbodig en dient bijgevolg te vervallen.

.../...

Artikel 6 van het ontwerp.

De inleidende zin van de ontworpen bepaling dient als volgt gesteld te worden :

"Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 38bis ingevoegd, luidende :".

Het ontworpen artikel 38bis.

In 1^o is het beter om, zoals gebruikelijk is, de woorden "in artikel 31, § 1 en § 3" te vervangen door de woorden "in artikel 31, §§ 1 en 3."

Bovendien schrijve men in de Franse tekst "visés" in plaats van "dont il est question".

Dezelfde opmerking geldt voor onderdeel 2^o van de ontworpen bepaling.

Artikel 8 van het ontwerp.

De woorden "aan hetzelfde besluit" dienen vervangen te worden door de woorden "bij hetzelfde besluit".

Bovendien schrijve men in het ontwerp 3^o "met toepassing van" in plaats van "bij toepassing van".

.../...

Artikel 9 van het ontwerp (dat artikel 11 wordt).

Een terugwerking kan enkel bij wijze van uitzondering worden toegestaan, dit wil zeggen wanneer zij vereist is om een feitelijke toestand of een rechtstoestand te regulariseren en wanneer zij rekening houdt met de vereisten van de rechtszekerheid en met de individuele rechten.

Uit de uitleg die door de gemachtigde officier is verstrekt, blijkt dat niet voldaan is aan die voorwaarden wat betreft de artikelen 4 en 6 van het ontwerp. Bijgevolg kan aan die artikelen geen terugwerkende kracht worden verleend.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt overigens gevestigd op het feit dat de artikelen 5 en 7 van het ontwerp slechts uitwerking kunnen hebben in de toekomst, aangezien het om opheffingsbepalingen gaat.

De redactie van de ontworpen bepalingen dient dienovereenkomstig te worden herzien.

In de Nederlandse tekst van artikel 9 van het ontwerp schrijve men bovendien : "die uitwerking hebben met ingang van" in plaats van "die uitwerking met ingang van".

Slotopmerking.

Artikel 9 van het ontwerp (dat artikel 11 wordt) en artikel 10 van het ontwerp (dat artikel 12 wordt) dienen,

.../...

vanwege de opmerkingen en de tekstvoorstellen die voor het ontworpen artikel 20^{quater} geformuleerd zijn onder artikel 2 van het ontwerp, samengebracht te worden onder een nieuw hoofdstuk IV met het volgende opschrift : "Slotbepalingen".

La chambre était composée de :

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

F. DELPEREE,

J.-M. FAVRESSE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de Coordination a été rédigée et exposée par Mme P. VANDERNACHT, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.